**FR**

**Le CESE soutient les acteurs locaux contre le changement climatique:   
«Ce sont les citoyens qui traduiront l’accord de Paris en actions»**

*«Il faut s’y mettre», voilà le message délivré par M. Rob Hopkins, cofondateur du réseau Transition, au cours de sa présentation d’exemples remarquables d’initiatives citoyennes visant à rendre l’environnement plus vert et les sociétés plus résilientes. Ce mouvement en faveur de la transition est présent dans plus de cinquante pays, où les citoyens s’impliquent activement en investissant du temps et des efforts dans des projets de niveau local en matière d’énergie, de transport ou d’alimentation. La société civile pourrait en faire beaucoup plus si seulement le cadre juridique et réglementaire le lui permettait.*

**Le CESE, pionnier de la dynamique ascendante**

Le 5 octobre, le Comité économique et social européen (CESE) a organisé une conférence sur le thème «Définir le cadre des mesures en faveur du climat fondées sur une démarche ascendante», dans le but d’échanger les bonnes pratiques et de recenser les freins et les obstacles à l’engagement des citoyens dans la lutte contre le changement climatique. Cette conférence s’inscrit aussi dans la lignée des travaux menés actuellement par le CESE, le CdR, l’OCDE et le Comité 21, qui sont les quatre copilotes de la coalition internationale pour une gouvernance à plusieurs niveaux et pluripartite, qui doit servir à une mise en œuvre accélérée, plus efficace et inclusive de l’accord de Paris.

**Exploiter le potentiel de la société civile et créer de l’emploi et de la croissance**

M. Lutz Ribbe, rapporteur de l’avis du CESE sur **«Une coalition pour concrétiser les engagements de l’accord de Paris»**, a souligné le rôle crucial joué par le CESE pour évaluer au plus près les besoins de la société civile et les obstacles auxquels elle est confrontée, et pour faciliter les initiatives locales en adressant des recommandations et des conseils aux institutions européennes. *«Les décideurs politiques n’ont souvent pas conscience de l’immense potentiel des citoyens et de la société civile. C’est essentiellement au niveau local et régional que les changements sont amorcés. Par exemple, en Allemagne, la société civile a pris le contrôle et la responsabilité de la transition énergétique – l’«Energiewende» –, si bien que désormais 95 % des capacités installées dans le secteur des énergies renouvelables (comme les systèmes photovoltaïques, les éoliennes ou les installations de biogaz) appartiennent non pas aux quatre grandes entreprises de services publics, mais à des acteurs privés, des agriculteurs, des coopératives, des PME, des villes, etc. C’est pourquoi j’en appelle à la Commission pour qu’elle investisse davantage dans les projets énergétiques de petite taille, et pas seulement dans ceux de grande envergure.»* **La lutte contre le changement climatique doit être considérée non seulement dans sa dimension environnementale, mais également en termes sociaux et économiques.****Le CESE envisage l’action climatique comme un défi, mais aussi et surtout comme une chance de créer de nouvelles entreprises et des emplois.**

**Durabilité: le fil rouge de toutes les mesures**

«*Il ne suffit pas de demander aux citoyens de changer; il est plus important encore de réformer le cadre politique et juridique, en leur laissant ainsi de l’espace pour s’engager et se mobiliser*», a déclaré Mme Isabel Caño Aguilar, corapporteure de l’avis susmentionné. Elle a souligné l’importance d’un dialogue renforcé entre acteurs étatiques et non étatiques, avec pour objectif de faire de la durabilité le fil rouge de toutes les décisions économiques et politiques. Mme Caño Aguilar a insisté aussi sur la transition qui doit également avoir lieu dans le monde du travail, ainsi que sur la nécessité d’adopter des mesures d’accompagnement, de développer de nouvelles compétences pour de nouveaux emplois et de sensibiliser le public au changement climatique. *«Nous devons nous doter des moyens d’une transition réussie, les partenaires sociaux et le dialogue social ayant un rôle important à jouer dans ce contexte.»*

Cette conférence ne marque que «*le début d’un dialogue*», a déclaré M. Ribbe. Déjà, dans son communiqué sur la déclaration de Nantes des acteurs du climat, le président Dassis avait fait valoir que les engagements pris dans l’accord de Paris ne pourraient être atteints qu’avec la participation de la société civile. La conférence s’est déroulée le 5 octobre, soit un mois exactement avant le lancement de la COP 22 à Marrakech et le lendemain du jour où le Parlement européen a approuvé la ratification de l’accord de Paris.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_